ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Coopération au développement, le 17 octobre 1990, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant réglementation de l'agrément et de la subsidiation des organisations non gouvernementales pour les activités d'éducation en matière de coopération au développement", a donné le 16 janvier 1991 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 17 oktober 1990 door de Minister van Ontwikkelingssamenwerking verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de erkenning en subsidiëring van niet-gouvernementele organisaties voor educatie-activiteiten inzake ontwikkelingssamenwerking", heeft op 16 januari 1991 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES SUR LA FORME.

1. Il n'est pas d'usage d'incorporer un intitulé à un article.

L'observation vaut pour les articles 1er et 10 à 17.

2. De nombreux articles sont divisés en paragraphes ne comportant chacun qu'un seul alinéa. Cette division ne se justifie que pour des articles contenant différents ordres d'idées qu'il convient de distinguer en groupant plusieurs alinéas en un seul paragraphe.

L'observation vaut pour la plupart des articles du projet divisés en paragraphes.

3. Dans plusieurs articles, les alinéas sont introduits par 1E, 2E, 3E... Il convient d'omettre ce numérotage.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

PREAMBULE.

1. Il y a lieu d'insérer à la suite de l'alinéa 1er un alinéa nouveau rédigé comme suit :

"Vu la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, notamment l'article 9, § 4, alinéa 3, modifié par la loi du 28 juin 1989;".

2. L'alinéa 2, devenant l'alinéa 3, doit être complété par la mention de la date à laquelle le Ministre a donné son accord, soit le 19 octobre 1990.

DISPOSITIF.

Article 1er.

1. Les deux articles qui constituent le chapitre premier pourraient être fusionnés, tandis que le chapitre serait intitulé "Définitions".

2. La définition, donnée au 3E, de "l'O.N.G." ne correspond pas à la réalité, puisque les organisations non gouvernementales existent en tant que telles, indépendamment de la reconnaissance du Ministre. Mieux vaudrait donc les définir comme il est proposé ci-après.

3. La commission de concertation visée au 5E n'est pas créée par le Ministre mais bien par l'article 17 de l'arrêté en projet.

4. Le texte suivant est proposé :

"CHAPITRE 1er. - Définitions.

Article 1er.-

Dans le présent arrêté, on entend par :

1E"le Ministre" : le Ministre qui a la Coopération au développement dans ses attributions;

2E"A.G.C.D." : l'Administration générale de la Coopération au développement;

3E"O.N.G." : l'organisation non gouvernementale susceptible d'être reconnue par le Ministre et de bénéficier des subventions en faveur de l'éducation au développement, mentionnées dans le présent arrêté;

4E"fédération" : l'association sans but lucratif qui représente les O.N.G. agréées par le Ministre dans le cadre du présent arrêté;

5E"commission de concertation pour l'Education" (en abrégé C.C.E.) : la Commission créée par l'article 17 du présent arrêté;

6E"pays en voie de développement" : les pays considérés comme tels par le Comité d'aide au développement de l'O.C.D.E.

7E"activité d'éducation" : toute activité qui a pour objectif, par l'information et la formation socio-culturelle, de sensibiliser la population résidant en Belgique à la réalité des pays en voie de développement, à la coopération au développement et aux relations Nord-Sud".

La numérotation des articles suivants et les références aux articles du projet qu'ils contiennent, doivent être adaptées en conséquence.

Le texte néerlandais du projet devrait être adapté ainsi qu'il est proposé dans la partie néerlandaise du présent avis.

Article 4.

Paragraphe 1er (devenant l'alinéa unique).

1. Au 1E, il faut écrire "personnalité civile" au lieu de "personnalité juridique".

2. Dans le texte néerlandais du 2E, les mots "in haar schoot" doivent être omis.

3. De l'accord des délégués du Ministre, le 4E devrait être rédigé comme suit :

"4Eavoir un conseil d'administration dont la majorité des membres a la nationalité d'un Etat membre des Communautés européennes et dont aucun n'est fonctionnaire de l'A.G.C.D. ni collaborateur du cabinet du Ministre;".

4. Le texte français du 5E serait rédigé de manière plus conforme au texte néerlandais dans les termes suivants :

"5Être exempte de toute confusion d'intérêts avec des entreprises financières, commerciales ou industrielles;".

Dans le texte néerlandais, "ondernemingen" devrait être préféré à "organisaties".

Paragraphe 2.

Le paragraphe n'a pas de portée bien définie. S'il signifie que le Ministre peut interpréter l'arrêté par voie d'autorité, il constitue une subdélégation illégale du pouvoir réglementaire du Roi. S'il a seulement pour but de confirmer que le Ministre est chargé de l'exécution de l'arrêté, il est inutile.

Dans un cas comme dans l'autre, il doit donc être omis.

On ajoutera que l'article 21 du projet, qui confère aux O.N.G. un véritable droit de conserver l'agrément si elles satisfont aux conditions fixées à l'article 4, fournit un motif supplémentaire à cette omission, puisque le droit à l'agrément pourrait être mis en échec par le pouvoir discrétionnaire du Ministre.

Une observation analogue vaut pour l'article 5, in fine, l'article 10, 4E, l'article 11, § 3, et l'article 12, § 3.

Il appartiendra au Roi lui-même de déterminer, notamment, les seuils visés à l'article 11, § 3, et à l'article 12, § 3.

Article 5.

Le début de l'article serait mieux rédigé comme suit :

"Peuvent être prises en considération pour l'application de l'article 3, alinéa 1er, 3E, les activités suivantes :...".

Article 6.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Les activités qui tendent essentiellement à la collecte de fonds ne peuvent être retenues parmi celles que vise l'article 4".

Article 7.

De l'accord des délégués du Ministre, l'article devrait être rédigé de la manière suivante :

"Le Ministre peut retirer l'agrément lorsque l'O.N.G. ne satisfait plus à l'une des conditions visées à l'article 3 ou lorsqu'elle ne remplit plus ses obligations en matière d'exécution ou de justification de ses projets ou de ses programmes".

Article 8.

De l'accord des délégués du Ministre, l'article serait mieux rédigé comme suit :

"Dans les limites des crédits inscrits au budget et conformément aux conditions fixées par le présent arrêté, le Ministre peut accorder aux O.N.G. agréées des subsides pour des activités d'éducation organisées à leur initiative en Belgique, et relatives aux pays en voie de développement et aux relations Nord-Sud".

Article 9.

1. A la fin du 1E et du 2E, il y a lieu d'écrire "l'article (11), alinéa 2".

2. Au 3E, dans le texte français, il serait plus correct d'écrire "occasionnelles" au lieu de "ponctuelles" (deux fois).

La même observation vaut pour l'article 10, alinéa 1er, et l'article 13, alinéa 1er.

Article 10.

Selon les déclarations des délégués du Ministre, le 1E a pour but de déterminer une répartition des montants budgétaires consacrés aux trois premières catégories de subsides, étant entendu que les montants destinés à couvrir les subsides accordés aux fédérations en sont soustraits au préalable.

La masse budgétaire disponible visée à l'article 8 du projet devrait, dès lors, être répartie comme suit :

1)d'abord le prélèvement des montants nécessaires pour financer les subsides accordés aux fédérations;

2)ensuite la répartition du solde à concurrence de 85 p.c. pour financer les subsides visés à l'article 9, 1E et 2E, et 15 p.c. pour financer les subsides visés à l'article 9, 3E.

Ces intentions ne sont pas exprimées ou sont mal exprimées dans le texte du projet. Celui-ci devrait, dès lors, être revu. Cette révision devrait être mise à profit pour améliorer la qualité du texte français. Par exemple, au 1E, l'expression "se rapportent de 85 p.c." ne veut rien dire. On suppose que l'intention est d'exprimer l'idée que les deux financements sont dans un rapport de 85 p.c. à 15 p.c. Dans le texte néerlandais, il est recommandé d'utiliser "geoorloofde kosten" au lieu de "toegelaten kosten" et "percentages" au lieu de "tarieven" et de tenir compte des observations supplémentaires qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 11.

1. Au paragraphe 2, les mots "une structure spécifique de l'éducation au développement" relèvent du jargon. Mieux vaudrait écrire :

"Pour bénéficier du financement visé à l'alinéa 1er, l'O.N.G. doit avoir affecté à l'éducation au développement, pendant au moins trois ans, l'équivalent d'au moins trois collaborateurs à temps plein qui doivent avoir mis en oeuvre des activités d'éducation et doivent avoir organisé ... (la suite comme au projet)".

La même rédaction devrait être adoptée pour l'article 12, alinéa 2.

2. Le paragraphe 6, a, prévoit qu'une avance est payée "sur base de subsides de l'avant-dernière année". Cette disposition ne pourra pas s'appliquer aux nouvelles O.N.G. qui n'ont pas encore bénéficié de subsides. Afin de couvrir cette situation, les délégués du Ministre ont marqué leur accord pour compléter l'arrêté en projet par une disposition transitoire.

La même observation vaut pour l'article 12, alinéa 6.

3. Au même paragraphe, b, les mots "déposé avant le 30 avril de l'année suivante" sont inutiles et doivent être omis.

La même observation vaut pour l'article 12, alinéa 6, 2E.

4. La première phrase du paragraphe 7 serait mieux rédigée comme suit :

"L'O.N.G. transmet au Ministre (ou à son délégué) un rapport annuel avant le 30 avril de l'année suivant celle à laquelle il se rapporte" [1].

[1] Les mots "où à son délégué" ont été mis entre parenthèses parce qu'ils ne figurent pas dans le texte néerlandais du paragraphe.

La même suggestion vaut pour les articles 12, alinéa 7, et 13, alinéa 7.

5. La deuxième phrase du même paragraphe prévoit que le rapport financier doit être contrôlé par un reviseur d'entreprise agréé par le Ministre ou son délégué.

Comme on en fera la remarque à propos de l'article 16, il n'est pas admissible d'opérer une discrimination entre reviseurs d'entreprise. Les mots "agréé par le Ministre ou son délégué" doivent donc être omis.

La même observation vaut pour l'article 12, alinéa 7, l'article 13, alinéa 5, et l'article 16, alinéa 4.

Article 13 .

1. Au paragraphe 1er, les mots "selon l'article 4" sont inutiles et doivent être omis.

2. De l'accord des délégués du Ministre, le paragraphe 6 trouverait mieux sa place à l'article 16, après le paragraphe 2.

La rédaction suivante est proposée :

"Les fédérations agréées peuvent introduire des demandes de subsides dans les conditions fixées par le présent

article [2]. Les activités d'éducation doivent être de nature occasionnelle, être complémentaires à celles qui sont menées par les O.N.G. et prévoir une collaboration entre les O.N.G.".

Article 14 .

L'article devrait être rédigé sur le modèle suivant :

"Sont autorisés dans le calcul des subsides aux O.N.G. avec programme permanent d'éducation :

1Eles coûts salariaux pour un nombre d'employés à déterminer ...;

2Eles frais de fonctionnement dont le montant forfaitaire ...".

Pour le surplus, les délégations au Ministre, et a fortiori à son délégué, excèdent une fois encore celles qui sont permises.

Article 15.

Au 1E, il y a une discordance entre le texte néerlandais et le texte français.

[2]Si la disposition est déplacée, les mots "le présent article" doivent être remplacés par les mots "l'article (13)".

Au 2E, devenant l'alinéa 2, il faut écrire "toutes les subventions versées par ...".

Article 16 .

1. L'article est rédigé de manière particulièrement vague, de telle sorte que les intentions du Gouvernement n'y apparaissent pas clairement. En quoi consiste, par exemple, le rôle d'"interlocuteurs des O.N.G." ? S'agit-il pour les fédérations d'être les porte-parole des O.N.G. auprès du Ministre ou les porte-parole du Ministre auprès des O.N.G. ? A quelles fins ?

Leur rôle devrait être précisé.

2. Selon le paragraphe 2, 1E, les fédérations doivent être constituées "conformément à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique".

D'après les délégués du Ministre, l'intention du Gouvernement serait d'imposer aux fédérations la forme de l'association sans but lucratif.

Pour être agréées, les fédérations doivent accepter comme "membres de droit" toutes les O.N.G. agréées par le Ministre qui en font la demande (§ 2, 2E). Elles doivent aussi accorder le droit de vote aux membres qui ont payé la cotisation, laquelle ne peut dépasser 5.000 francs (§ 2, 3E). Elles doivent encore "associer toutes les tendances d'opinion

significatives existant parmi les membres, notamment les tendances idéologiques et philosophiques exprimant une vision (sic) en matière de coopération au développement, dans une juste représentation dans les organes d'avis et de gestion" (§ 2, 4E).

En subordonnant à de telles conditions l'agrément des fédérations, l'arrêté en projet impose indirectement aux fédérations de prendre la forme juridique dont il détermine des éléments essentiels et, par là, dénature la forme associative telle qu'elle est conçue par la loi du 27 juin 1921.

De toute façon, il y aurait, selon l'objet, actuellement indéterminé, de la fédération, un cas supplémentaire d'abus de la forme de l'association sans but lucratif, abus que la Cour des comptes et le Conseil d'Etat dénoncent périodiquement.

3. Le paragraphe 4, comme l'article 11, § 7, réserve à des reviseurs d'entreprise "agréés par le Ministre" la qualité pour approuver le rapport financier que la fédération doit présenter chaque année. La loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des reviseurs d'entreprise soumet l'admission comme membre de cet Institut à des conditions si rigoureuses et les membres, une fois admis, à des règles d'incompatibilité et de déontologie à ce point strictes qu'il serait discriminatoire d'en exiger en outre un agrément par le Ministre, alors surtout que l'arrêté en projet ne fixe aucun critère et laisse cet agrément à l'entière discrétion du Ministre.

Eu égard au caractère fondamental de ces objections, il serait sans intérêt de formuler, à propos de l'article, des observations plus détaillées.

Article 17.

1. Le paragraphe 1er crée une Commission de concertation pour l'éducation, composée de dix-huit membres, dans le respect de la parité linguistique.

L'arrêté en projet ne fixe pas - et ne pourrait pas fixer - les critères permettant d'attribuer un "régime linguistique" aux représentants désignés par les fédérations et aux experts indépendants. Seule l'appartenance linguistique des fonctionnaires de l'A.G.C.D. peut être déterminée grâce aux cadres linguistiques de cette administration.

Mieux vaudrait utiliser la formule qui figure à l'article 86bis de la Constitution et parler de membres d'expression française et de membres d'expression néerlandaise.

2. La disposition en projet ne désigne pas l'autorité qui est chargée de nommer les représentants de l'A.G.C.D. et les experts indépendants.

3. Au surplus, en ce qu'il vise les fédérations, l'article appelle les observations qui ont été faites à propos de l'article 16.

Article 19.

L'objet de l'article entre dans la mission générale de l'A.G.C.D. Il est donc inutile de rappeler cette mission et l'article doit être omis.

Article 20.

L'article abroge l'arrêté royal du 21 octobre 1980 mais non l'arrêté royal du 25 juin 1982 qui dérogeait à l'article 4 du premier arrêté. Mieux vaudrait aussi abroger expressément l'arrêté royal du 25 juin 1982.

Article 21.

Mieux vaudrait écrire : "Les O.N.G. agréées en vertu de l'arrêté royal ...".

OBSERVATION FINALE.

Le texte néerlandais de plusieurs articles pourrait être mieux rédigé s'il était tenu compte de l'observation qui est faite dans le texte néerlandais, in fine, du présent avis.

ALGEMENE VORMOPMERKINGEN.

1. Het is niet gebruikelijk om een opschrift in een artikel op te nemen.

De opmerking geldt voor de artikelen 1 en 10 tot 17.

2. Vele artikelen zijn ingedeeld in paragrafen die elk slechts uit één lid bestaan. Die indeling is maar gerechtvaardigd voor de artikelen die verschillende ideeën bevatten die van elkaar moeten worden onderscheiden door verscheidene leden in één enkele paragraaf samen te brengen.

De opmerking geldt voor het merendeel van de artikelen van het ontwerp die in paragrafen zijn ingedeeld.

3. In een aantal artikelen worden de leden ingeleid door 1E, 2E, 3E ... Die nummering moet wegvallen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

AANHEF.

1. Na het eerste lid dient een nieuw lid te worden ingevoegd dat geredigeerd is als volgt :

"Gelet op de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit, inzon-

derheid op artikel 9, § 4, derde lid, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1989;".

2. Het tweede lid, dat het derde lid wordt, moet worden aangevuld met de vermelding van de datum waarop de Minister zich akkoord heeft verklaard, namelijk 19 oktober 1990.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

1. De twee artikelen die hoofdstuk 1 vormen, zouden kunnen worden samengevoegd onder het opschrift : "Definities".

2. De definitie die onder 3E wordt gegeven van "de N.G.O." stemt niet overeen met de werkelijkheid aangezien de niet-gouvernementele organisaties als zodanig bestaan, los van de erkenning van de Minister. Het zou dan ook beter zijn ze te definiëren zoals hierna wordt voorgesteld.

3. De onder 5E bedoelde overlegcommissie wordt niet door de Minister opgericht, maar door artikel 17 van het ontworpen besluit.

4. De volgende tekst wordt voorgesteld :

"HOOFDSTUK 1. - Definities.

Artikel 1.-

In dit besluit wordt verstaan onder :

1E"de Minister" : de Minister tot wiens bevoegdheid de Ontwikkelingssamenwerking behoort;

2E"A.B.O.S." : het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking;

3E"N.G.O." : een niet-gouvernementele organisatie die in aanmerking komt voor erkenning door de Minister en voor de in dit besluit vermelde toelagen voor ontwikkelingseducatie;

4E"federatie" : een vereniging zonder winstoogmerk die de N.G.O.'s vertegenwoordigt die door de Minister erkend worden in het kader van dit besluit;

5E"Overlegcommissie voor Educatie" (afgekort als O.C.E.) : de commissie die wordt opgericht door artikel 17 van dit besluit;

6E"ontwikkelingsland" : een land dat als zodanig beschouwd wordt door het Comité van Ontwikkelingshulp van de O.E.S.O.;

7E"educatieve activiteit" : elke activiteit die tot doel heeft door middel van voorlichting en socio-cultureel vormingswerk de inwoners van België bewust te maken van de realiteit van

de ontwikkelingslanden, van de ontwikkelingssamenwerking en van de Noord-Zuidbetrekkingen".

De nummering van de volgende artikelen en de verwijzingen naar artikelen van het ontwerp die daarin staan, moeten dienovereenkomstig worden aangepast.

Verder verdient het aanbeveling om in het Nederlands ook in de rest van het ontwerp de terminologie van het tekstvoorstel voor artikel 1 te gebruiken. Men schrijve dus "Overlegcommissie voor Educatie" (afgekort als O.C.E.) in plaats van "Educatie Overlegcommissie" (afgekort als E.O.C.), "educatieve activiteiten" in plaats van "educatie-activiteiten" en de "inwoners van België" in plaats van de "in België verblijvende/residerende bevolking".

Artikel 4.

Paragraaf 1 (die het enige lid wordt).

1. In de bepaling onder 1E schrijve men : "waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend".

2. In de Nederlandse tekst van de bepaling onder 2E moeten de woorden "in haar schoot" vervallen.

3. De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat de bepaling onder 4E zou moeten worden geredigeerd als volgt :

"4Eeen raad van bestuur hebben waarvan het merendeel van de leden de nationaliteit van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen heeft en waarvan geen enkel lid ambtenaar van het A.B.O.S. of kabinetsmedewerker van de Minister is;".

4. De Franse tekst van de bepaling onder 5E zou meer in overeenstemming zijn met de Nederlandse tekst als volgt :

"5Être exempte de toute confusion d'intérêts avec des entreprises financières, commerciales ou industrielles;".

In de Nederlandse tekst verdient "ondernemingen" de voorkeur boven "organisaties".

Paragraaf 2.

De strekking van deze paragraaf is niet erg duidelijk. Als hij betekent dat de Minister het besluit op authentieke wijze kan uitleggen, voorziet hij in een onwettige subdelegatie van de verordenende bevoegdheid van de Koning. Als hij enkel tot doel heeft te bevestigen dat de Minister belast is met de uitvoering van het besluit, is hij overbodig. Zowel in het ene als in het andere geval moet de paragraaf dus vervallen.

Daarbij komt dat artikel 21 van het ontwerp, dat aan de N.G.O.'s een waar recht verleent om hun erkenning te behouden als zij voldoen aan de in artikel 4 gestelde voorwaarden, nog een reden is voor het weglaten van de paragraaf, omdat het recht op de erkenning zou kunnen worden tenietgedaan door de discretionaire bevoegdheid van de Minister.

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 5, in fine, artikel 10, 4E, artikel 11, § 3, en artikel 12, § 3.

Het is aan de Koning zelf om met name de drempels bedoeld in artikel 11, § 3, en in artikel 12, § 3, te bepalen.

Artikel 5.

Het begin van het artikel zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Voor de toepassing van artikel 3, eerste lid, 3E, komen de volgende activiteiten in aanmerking : ...".

Artikel 6.

Het artikel zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Activiteiten die hoofdzakelijk gericht zijn op geldinzameling maken geen deel uit van die welke in artikel 4 worden opgesomd".

.../...

Artikel 7.

De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat het artikel zou moeten worden geredigeerd als volgt :

"De Minister kan de erkenning intrekken wanneer de N.G.O. niet meer voldoet aan één van de in artikel 3 gestelde voorwaarden of wanneer ze haar verplichtingen inzake uitvoering of verantwoording van haar projecten of programma's niet meer nakomt".

Artikel 8.

De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat het artikel beter zou worden geredigeerd als volgt :

"Binnen de perken van de kredieten die zijn uitgetrokken op de begroting en overeenkomstig de in dit besluit gestelde voorwaarden, kan de Minister aan de erkende N.G.O.'s toelagen verlenen voor educatieve activiteiten die op hun initiatief in België worden georganiseerd en die verband houden met de ontwikkelingslanden en de Noord-Zuidbetrekkingen".

Artikel 9.

1. Aan het slot van de bepalingen onder 1E en 2E schrijve men "artikel (11), tweede lid".

2. In de bepaling onder 3E zou het juister zijn "losse" in plaats van "eenmalige" te schrijven (twee keer).

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 10, eerste lid, en artikel 13, eerste lid.

Artikel 10.

Volgens de verklaringen van de gemachtigden van de Minister is de bepaling onder 1E bedoeld om een verdeelsleutel vast te stellen voor de budgettaire bedragen die bestemd zijn voor de eerste drie categorieën van toelagen, waarbij het zo is dat de bedragen die bestemd zijn voor de toelagen voor de federaties, daar op voorhand van worden afgetrokken.

Het in artikel 8 van het ontwerp bedoelde totale beschikbare begrotingsbedrag zou dan ook moeten worden verdeeld als volgt :

1)eerst worden de bedragen die nodig zijn voor het financieren van de toelagen voor de federaties afgetrokken;

2)dan wordt het saldo verdeeld naar rato van 85 pct. voor het financieren van de in artikel 9, 1E en 2E, bedoelde toelagen en 15 pct. voor het financieren van de in artikel 9, 3E, bedoelde toelagen.

Die bedoelingen zijn niet of slecht tot uitdrukking gebracht in de tekst van het ontwerp, die dan ook zou moeten worden herzien. Van die herziening zou gebruik moeten worden gemaakt om de kwaliteit van de Franse tekst te verbeteren. In de bepaling onder 1E bijvoorbeeld betekent de uitdrukking "se rapportent de 85 % à 15 %" niets. Verondersteld wordt dat het de bedoeling is het idee uit te drukken dat beide financieringen zich tot elkaar verhouden als 85 pct. tot 15 pct. In de Nederlandse tekst verdient het aanbeveling te spreken van "geoorloofde kosten" in plaats van "toegelaten kosten" en van "percentages" in plaats van "tarieven". In het laatste geval schrijve men dus : "volgens de navolgende degressieve percentages". Ten slotte behoort in de bepaling onder 4E het woord "aangeduid" te worden vervangen door het woord "aangegeven".

Artikel 11.

1. De woorden "een specifieke structuur voor ontwikkelingseducatie" in paragraaf 2 behoren tot het jargon. Het zou beter zijn te schrijven :

"Om in aanmerking te komen voor de in het eerste lid bedoelde financiering moet de N.G.O. voor de ontwikkelings-educatie ten minste drie jaar het equivalent van ten minste drie voltijdse personeelsleden hebben gebruikt die educatieve activiteiten moeten hebben uitgevoerd in ten minste drie provincies en ten minste twee van de volgende activiteiten moeten hebben georganiseerd ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Dezelfde redactie zou moeten worden gebruikt voor artikel 12, tweede lid.

2. Paragraaf 6, a, bepaalt dat een voorschot wordt uitbetaald "op basis van de toelage van twee jaar terug". Die bepaling zal niet kunnen worden toegepast op de nieuwe N.G.O.'s die nog geen toelagen hebben gekregen. Om in die toestand te voorzien, hebben de gemachtigden van de Minister ermee ingestemd dat het ontworpen besluit moet worden aangevuld met een overgangsbepaling.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 12, zesde lid.

3. In dezelfde paragraaf, b, moeten de woorden "ingediend vo,'o,'r 30 april van het volgende jaar" als overbodig vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 12, zesde lid, 2E.

4. De eerste zin van paragraaf 7 lijkt beter geredigeerd te zijn als volgt :

"De N.G.O. bezorgt aan de Minister (of aan diens gemachtigde) een jaarverslag vo,'o,'r 30 april van het jaar volgend op dat waarop het verslag betrekking heeft" [3].

[3]De woorden "of aan diens gemachtigde" staan tussen haakjes omdat ze in de huidige Nederlandse tekst van de paragraaf niet

Hetzelfde voorstel geldt voor de artikelen 12, zevende lid, en 13, zevende lid.

5. De tweede zin van dezelfde paragraaf bepaalt dat het financiële verslag moet worden gecontroleerd door een door de Minister of diens gemachtigde erkend bedrijfsrevisor.

Zoals bij artikel 16 zal worden opgemerkt, is het onaanvaardbaar dat een discriminerend onderscheid wordt gemaakt tussen bedrijfsrevisoren. De woorden "door de

---

voorkomen.

Minister of zijn afgevaardigde erkende" moeten dan ook vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 12, zevende lid, artikel 13, vijfde lid, en artikel 16, vierde lid.

Artikel 13 .

1. In paragraaf 1 moeten de woorden "volgens artikel 4" als overbodig vervallen. Het begin van de zin luidt dan als volgt : "Erkende N.G.O.'s die niet in aanmerking komen voor ...".

2. De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat paragraaf 6 beter op zijn plaats zou zijn in artikel 16, na paragraaf 2.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"De erkende federaties kunnen een aanvraag om toelagen indienen onder de in dit artikel gestelde voorwaarden [4]. Het moet gaan om losse educatieve activiteiten die complementair zijn ten aanzien van die welke door de N.G.O.'s worden uitgevoerd, en die samenwerking onder de N.G.O.'s impliceren".

[4] Als de bepaling verplaatst wordt, moeten de woorden "dit artikel" worden vervangen door de woorden "artikel (13)".

Artikel 14 .

Het artikel zou moeten worden geredigeerd naar het volgende voorbeeld :

"In de berekening van de subsidies voor de N.G.O.'s met een permanent educatief programma mogen meetellen :

1Ede loonkosten voor een te bepalen aantal werknemers ...

2Ede werkingskosten waarvan het forfaitaire bedrag ...".

Voor het overige gaan de delegaties aan de minister, en a fortiori aan diens gemachtigde, eens te meer verder dan geoorloofd is.

Artikel 15.

In de bepaling onder 1E is er een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst.

De bepaling onder 2E, die het tweede lid wordt, moet worden geredigeerd als volgt :

"Alle inkomsten uit educatieve activiteiten en alle toelagen die door andere overheidsinstanties zijn uitbetaald voor educatieve activiteiten, worden bij de berekening van de kosten die voor subsidiëring in aanmerking komen, afgetrokken".

Artikel 16 .

1. Het artikel is bijzonder vaag geredigeerd zodat de bedoelingen van de Regering er niet duidelijk uit blijken. In de Franse tekst is bijvoorbeeld niet duidelijk waarin de taak als "interlocuteurs des O.N.G." bestaat. Moeten de federaties als woordvoerder van de N.G.O.'s optreden bij de minister of als woordvoerder van de minister bij de N.G.O.'s ? En met welk doel ?

De taak van de federaties zou nader moeten worden bepaald.

2. Volgens paragraaf 2, 1E, moeten de federaties worden opgericht "overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 waarbij aan verenigingen zonder winstoogmerk en aan instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend".

Volgens de gemachtigden van de Minister zou het de bedoeling van de Regering zijn aan de federaties de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk op te leggen.

Om te worden erkend moeten de federaties alle door de Minister erkende N.G.O.'s die daartoe een aanvraag doen "van rechtswege als lid aanvaarden" (§ 2, 2E). Ze moeten ook stemrecht verlenen aan de leden die het lidmaatschapsgeld hebben betaald, welk geld niet meer dan 5.000 frank mag bedragen (§ 2, 3E). Ze moeten verder "alle relevante opinietendenzen onder de leden, onder meer de ideologische en filosofische tendenzen die een visie inzake ontwikkelingssamenwerking uitdrukken, volgens een billijke vertegenwoordiging betrekken bij de advies- en beheersorganen" (§ 2, 4E).

Door de erkenning van de federaties van zulke voorwaarden afhankelijk te stellen, schrijft het ontworpen besluit aan de federaties onrechtstreeks voor de juridische vorm aan te nemen waarvan het wezenlijke bestanddelen bepaalt en verandert het zodoende de vorm van de vereniging zoals die is opgevat in de wet van 27 juni 1921.

In elk geval zou het, afhankelijk van het nu nog onbepaalde doel van de federatie, nog een geval zijn van misbruik van de vorm van de vereniging zonder winstoogmerk, welke misbruiken door het Rekenhof en door de Raad van State periodiek worden gewraakt.

3. In paragraaf 4, zoals in artikel 11, § 7, zijn alleen "door de minister erkende" bedrijfsrevisoren bevoegd om het financiële verslag dat de federatie elk jaar moet voorleggen, goed te keuren. In de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut der bedrijfsrevisoren wordt de toelating als lid van dat Instituut van zodanige strenge voorwaarden afhankelijk gesteld en gelden voor de leden, als ze eens zijn toegelaten, zodanig strikte regels inzake onverenigbaarheid en beroepsethiek dat het discriminerend zou zijn ook nog een erkenning door de Minister te vereisen, vooral omdat in het ontworpen besluit geen enkele maatstaf wordt vastgesteld en die erkenning volledig aan de beoordeling van de Minister wordt overgelaten.

Gelet op het fundamentele karakter van deze bezwaren zou het nutteloos zijn bij het artikel meer gedetailleerde opmerkingen te maken.

Artikel 17.

1. In paragraaf 1 wordt een "Educatie Overlegcommissie" opgericht die is samengesteld uit achttien leden, met inachtneming van de taalpariteit.

In het ontworpen besluit worden geen maatstaven vastgesteld - en dat zou ook niet kunnen - om een "taalstelsel" te kunnen toekennen aan de door de federaties aangewezen vertegenwoordigers en aan de onafhankelijke experts. Alleen van de ambtenaren van het A.B.O.S. kan de taalgroep worden bepaald dank zij de taalkaders van dat bestuur.

Het zou beter zijn de formule te gebruiken die in artikel 86bis van de Grondwet staat en te spreken van Nederlandstalige en Franstalige leden.

2. De ontworpen bepaling geeft niet aan welke overheid belast is met de benoeming van de vertegenwoordigers van het A.B.O.S. en van de onafhankelijke experts.

3. Bovendien gelden voor het artikel, in zoverre het de federaties vermeldt, dezelfde opmerkingen als die welke zijn gemaakt bij artikel 16.

Artikel 19.

Het onderwerp van het artikel maakt deel uit van de algemene opdracht van het A.B.O.S. Het is dus nutteloos die opdracht te herhalen en het artikel moet vervallen.

Artikel 20.

Het artikel voorziet in de opheffing van het koninklijk besluit van 21 oktober 1980 maar niet in de opheffing van het koninklijk besluit van 25 juni 1982, dat van artikel 4 van het eerstgenoemde besluit afweek. Het zou beter zijn het koninklijk besluit van 25 juni 1982 ook uitdrukkelijk op te heffen.

Artikel 21.

Het zou beter zijn te schrijven : "N.G.O.'s die erkend zijn krachtens voornoemd koninklijk besluit ...".

SLOTOPMERKING.

De redactie van verscheidene artikelen zou kunnen worden verbeterd wat de terminologie en de zuiverheid van de taal betreft. Zo wordt bijvoorbeeld in een aantal artikelen ten onrechte de uitdrukking "genieten van" gebruikt, waar "genieten, in aanmerking komen", bedoeld wordt, en wordt nu eens de term "subsidie", dan weer de term "toelage" gebruikt,

respectievelijk "subsidiëring" en "betoelaging". Bij de keuze tussen "toelage" en "subsidie" zou rekening moeten worden gehouden met de definitie die van een en ander wordt gegeven in het Benelux, Sociaalrechtelijk Woordenboek, waarvan de terminologie is opgelegd bij decreet van 25 september 1975 (decreet tot verbetering van de sociaalrechtelijke terminologie in de overheidsdiensten).

La chambre était composée de

Messieurs :
de Heren :

R. ANDERSEN, président,
M. LEROY, voorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
M. LEROY, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,
F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

De kamer was samengesteld uit

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. Y. BOUCQUEY, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. P. HERBIGNAT, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. BOUCQUEY, auditeur.

De nota van het Coör- dinatiebureau werd opge- steld door de H. P. HERBIGNAT, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.